

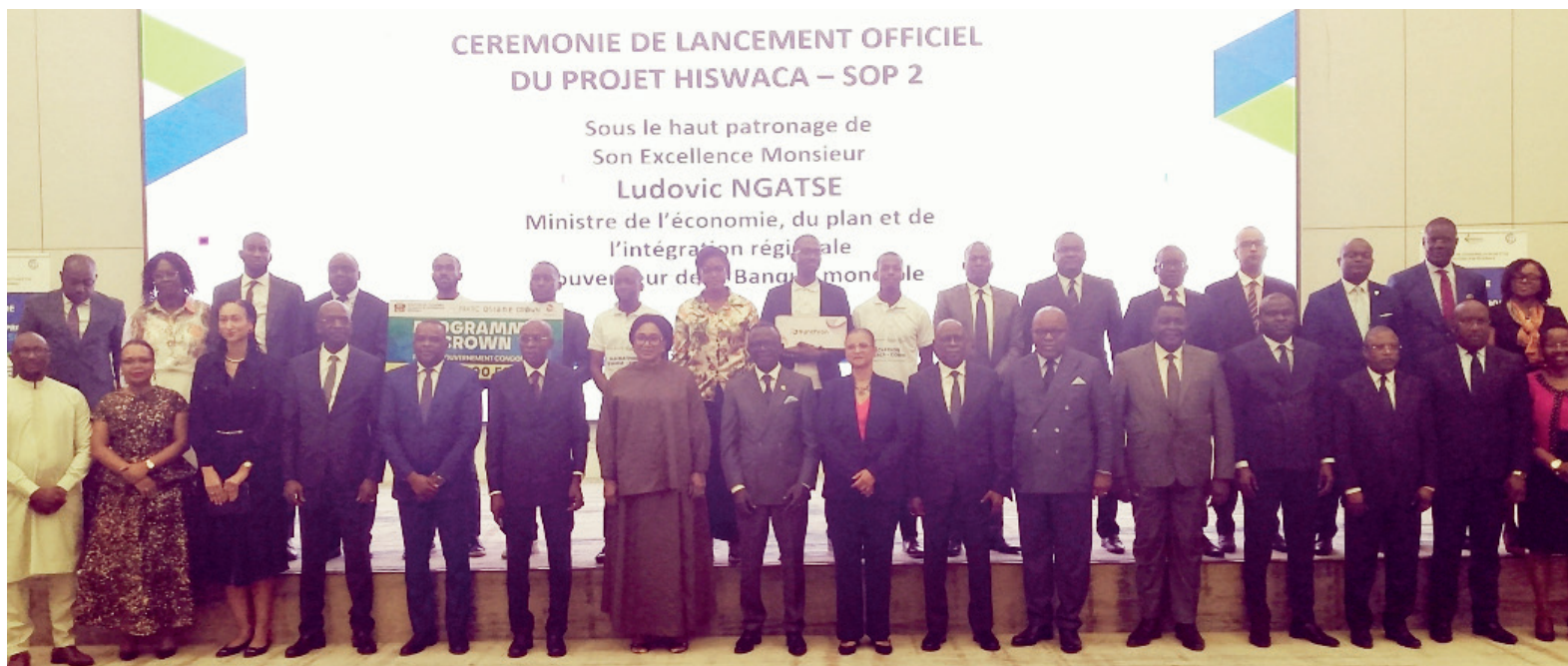


STATISTIQUES

Le projet régional Hiswaca lancé au Congo

Les activités du Projet d'harmonisation et d'amélioration des statistiques en Afrique de l'Ouest et du centre (Hiswaca-SOP 2) ont été lancées à Brazzaville par le ministre de l'Économie, du Plan et de l'Intégration régionale, Ludovic Ngatsé. Ce projet régional, financé par la Banque mondiale, vise à moderniser le système statistique congolais et à renforcer la qualité des données produites dans le pays. [Page 8](#)

Les officiels présents au lancement d'Hiswaca/Adiac



DROITS DE L'HOMME

Renforcer le service public de la justice



Le ministre prononçant la déclaration du gouvernement à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'Homme

Dans la déclaration du gouvernement à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'Homme, le Garde des sceaux, ministre de la Justice, des Droits hu-

maines et de la Promotion des peuples autochtones, Aimé Ange Wilfrid Bininga, a évoqué quelques priorités dont le renforcement de l'efficacité du service public dans le domaine judiciaire. Parallèlement, le Centre d'action pour le développement a publié son rapport annuel 2025 dans lequel il formule des recommandations en vue d'améliorer la situation des droits de l'Homme au Congo. [Page 3](#)

CODE FORESTIER

La société civile impliquée dans l'élaboration des textes d'application

En vue d'assurer une gestion participative et inclusive de la ressource forestière, plusieurs plateformes de la

société civile sont intégrées dans le groupe de travail multi-acteurs chargé de la mise en œuvre du Code fo-

restier au Congo. Elles apporteront leurs contributions aux réformes en cours dans le secteur. [Page 4](#)

FONDS MONDIAL

Plaidoyer pour la mobilisation des financements domestiques



Poignée de mains entre Pierre Ngolo et Adama-Dian Barry

En séjour de travail au Congo, la délégation du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, conduite par la représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement, Adama-Dian Barry, a sollicité l'appui du président

du Sénat, Pierre Ngolo, dans la mobilisation des financements domestiques pour la santé. [Page 2](#)

Éditorial
Priorité absolue

ÉDITORIAL

Priorité absolue

La situation socioéconomique et financière du moment invite à un diagnostic en profondeur afin d'en évaluer les causes, les analyser objectivement et projeter les meilleures options possibles à prendre pour améliorer la gouvernance de la finance publique et relever les défis actuels.

La clé pour gagner un tel pari réside dans la mise en œuvre de la réforme fiscale sans laquelle maximiser les revenus et accroître les capacités du Trésor public ne seront qu'une simple vue de l'esprit. La mobilisation des ressources financières devenant une priorité absolue du moment pour la réalisation des projets porteurs de croissance et à fort impact social pour la population, gérer de manière transparente, rigoureuse et avec parcimonie les deniers publics doit toujours être la règle à observer par ceux qui en ont la charge et la mission.

Dans un contexte de reprise progressive de l'économie, le diagnostic dont il est question ici servira également de base pour élaborer des politiques ajustées et des plans d'action soutenus. L'objectif étant de mieux recentrer les dépenses de l'État en évitant les choix hasardeux d'investissement sans retour qui obèrent les finances de L'État.

Parvenir à cette fin implique tout à la fois un changement de logiciel mental, mais aussi et surtout un renforcement des mécanismes de contrôle pour briser les circuits mafieux à travers une lutte acharnée contre le détournement de fonds à l'origine des arrêts des chantiers, quand bien même la totalité des financements est décaissée.

Les Dépêches de Brazzaville

FONDS MONDIAL

Le Sénat sollicité dans la mobilisation des financements domestiques pour la santé

En séjour de travail au Congo, la délégation du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, conduite par la représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), Adama-Dian Barry, a sollicité le 10 décembre l'appui du président du Sénat, Pierre Ngolo, dans la mobilisation des financements domestiques.

Les projets financés par le Fonds mondial en République du Congo depuis 2006 s'élèvent à hauteur de 284 millions de dollars, soit environ 160 945 751 896 FCFA. S'étendant sur un cycle de trois ans, le financement global actuel est de l'ordre de 71 millions de dollars, soit environ 39.787.746.800 FCFA. Un financement qui est octroyé au moment où de nombreux partenaires au développement ont décidé de réduire leurs contributions au Fonds mondial. D'où la nécessité pour le Congo de mobiliser ses financements domestiques.

« *Le Fonds mondial a un principe..., il vient en complément des contributions des pays récipiendaires. Donc qui mieux que le Sénat ou le Parlement peut être à même de pouvoir porter ce plaidoyer afin qu'on puisse avoir un accroissement des ressources domestiques. Nous sommes venus informer le président du Sénat du développement dans le financement de la santé en général, mais aussi de la réduction des subventions par beaucoup de partenaires au développement du Fonds mondial* », a expliqué le gestionnaire de portefeuille principal, chef de groupe Gambie, Mauritanie, Sénégal et Tchad, Plaikessi Kouadjani, plaidant pour un rehaussement des financements domestiques pour la santé.

Tout en remerciant les plus hautes autorités congolaises, notamment les ministères de la Santé et des Finances ainsi que le Sénat qui ont porté, selon lui, une oreille attentive à cette mission, le chef de division gestion des subventions du Fonds mondial a rappelé que les projets développés par son institution au Congo visent à assurer les traitements aux anti-rétroviraux à 45 000 patients affectés par le VIH, à

apporter les traitements à des patients dans le cadre de la lutte contre la tuberculose.

Cette année, le Fonds mondial a financé la campagne en cours de distribution de 2,7 millions des moustiquaires imprégnées. C'est ainsi que Plaikessi Kouadjani s'est félicité du travail remarquable en cours de réalisation par ses partenaires de mise en œuvre, notamment le Pnud et le CRS aux côtés du ministère de la Santé.

Par ailleurs, il a rappelé que grâce aux financements exceptionnels alloués dans le cadre de la lutte contre la Covid, le Fonds mondial a procédé au renforcement du système de santé de la République du Congo en préparant le pays à mieux répondre davantage aux pandémies. A titre d'exemple, il a cité l'équipement des laboratoires en matériel de dépistage et le renforcement du système de gestion des approvisionnements et de gestion des médicaments à travers la construction d'entrepôts aux normes internationales. A cela, s'ajoute le financement des activités de 2 193 relais communautaires qui accomplissent, d'après lui, un travail de qualité dans les différents départements. « *Aujourd'hui nous avons une conjoncture internationale qui exige de pouvoir mobiliser les financements domestiques pour la santé. Cette thématique est un défi pour beaucoup de pays. Au niveau de la République du Congo, il y a nécessité de pouvoir renforcer ces financements domestiques et cela fait partie des sujets qui ont été discutés pendant cette mission.* », a déclaré Plaikessi Kouadjani se réjouissant du partenariat stratégique et productif avec la République du Congo.

Parfait Wilfried Douniama

<p><i>Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)</i></p> <p>Site Internet : www.brazzaville-adiac.com</p> <p>DIRECTION Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse Conseillère de direction : Raïssa Angombo</p> <p>RÉDACTIONS Direction des rédactions : Émile Gankama Assistante : Leslie Kanga Photothèque : Sandra Ignamout</p> <p>RÉDACTION DE BRAZZAVILLE Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina, Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya Grand reporter : Nestor N’Gampoula Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma</p> <p>LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO : Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)</p>	<p>RÉDACTION DE POINTE-NOIRE Chef d’agence : Victor Dosseh Rédacteur en chef : Faustin Akono Lucie Prisca Condhet N’Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34</p> <p>RÉDACTION DE KINSHASA Direction de l’Agence : Ange Pongault Chef d’agence : Nana Londole Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali Coordonnateur : Alain Diasso Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/ Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200</p> <p>SECRETARIAT DE REDACTION Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo Chef de service : Clotilde Ibara Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi</p> <p>PAO – MAQUETTE Chef de service PAO : Eudes Banzouzi Chef de service : Cyriaque Brice Zoba Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff</p> <p>INTERNATIONAL Direction : Bénédicte de Capèle</p>	<p>Adjoint à la direction : Christian Balende Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole</p> <p>ADMINISTRATION - FINANCES Direction : Kiobi Abira Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo Chef de service Audit : Arcade Bikondi, , Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Mbossa Viny</p> <p>PUBLICITÉ ET DIFFUSION Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo Chef de service diffusion : Guylin Ngossima Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono</p> <p>COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL Direction : Guillaume Pigasse Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat</p> <p>LOGISTIQUE ET SECURITE Direction : Gérard Ebami Sala Adjoint à la direction : Elvy Bombete Coordonnateur : Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna</p> <p>INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS Direction : Emmanuel Mbengué Assistante : Dina Dorcas Tsoumou</p>	<p>Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbenguét Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.</p> <p>LIBRAIRIE LES MANGUIERS Responsable : Émilie Moundako Éyala Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville</p> <p>MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO Responsable : Maurin Jonathan Mobassi Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma</p> <p>CENTRE DE REFLEXION SUR L’INTEGRATION REGIONALE Direction : Emmanuel Mbengué</p> <p>ADIAC Agence d’Information d’Afrique centrale www.lesdepechesdebrazzaville.com Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64 Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr</p> <p>Président : Jean-Paul Pigasse Directrice générale : Bénédicte de Capèle Secrétaire général : Ange Pongault</p> <p>*Journal imprimé dans les presses de l’Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565, eMail : contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com</p>
---	---	---	--

DROITS DE L'HOMME

Le gouvernement réaffirme ses priorités

À l'occasion de la Journée internationale des droits de l'Homme célébrée chaque 10 décembre, le Garde des sceaux, ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion des peuples autochtones, Aimé Ange Wilfrid Bininga, a livré une déclaration solennelle qui rappelle la portée universelle de cette commémoration devenue un repère marquant la volonté de l'humanité à respecter la dignité humaine.

En s'associant à la communauté internationale qui célèbre cette Journée cette année sur le thème «Droits humains, nos essentiels de tous les jours», la République du Congo réaffirme ses engagements en faveur de la liberté, de l'égalité et du respect de toute personne. Un engagement, souligne le ministre Aimé Ange Wilfrid Bininga, en cohérence avec la vision impulsée par le chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, pour qui la paix et la sécurité constituent les fondations indispensables à l'exercice réel des droits humains.

Au nom du gouvernement, le ministre a insisté sur le fait qu'aucun progrès n'est possible sans un État doté d'un cadre juridique conforme aux standards internationaux; d'une société civile dynamique et de mécanismes effectifs de recours. Cette architecture, affirme-t-il, doit permettre de faire du Congo un pays « où la justice est effective, où les libertés



Le ministre prononçant la déclaration du gouvernement à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'Homme DR

sont garanties, où les institutions inspirent confiance ».

Dans cette dynamique, le gouvernement entend accroître l'efficacité du service public de la justice, renforcer les instruments juridiques, mais aussi consolider la protection des droits fondamentaux considérés comme « le cadre idéal

qui permet à chaque femme, chaque homme, chaque enfant de vivre dans la dignité ». Ces réformes en cours touchent notamment le secteur judiciaire, avec le renforcement du cadre légal, la formation du personnel et l'amélioration des conditions de détention.

Le Garde des sceaux a égale-

ment mis en avant la tenue régulière des sessions criminelles dans les cinq Cours d'appel du pays, une mesure destinée à lutter contre le grand banditisme et à réduire les arriérés judiciaires. La session ouverte le 24 novembre vise à juger plus de 250 affaires, dont certaines impliquent des mineurs.

Selon lui, le gouvernement réaffirme son action dans les secteurs sociaux essentiels. En éducation, des infrastructures sont en construction en milieu urbain et rural afin de réduire les disparités et garantir la scolarisation de tous les enfants. En santé, des programmes élargis sont déployés pour prévenir la mortalité maternelle et infantile et faciliter l'accès aux soins. Enfin, le ministre a salué les avancées majeures en matière de genre dans le pays qui s'est doté d'un cadre juridique « révolutionnaire », reconnu par la communauté internationale, pour lutter contre les violences conjugales, la traite des personnes et toutes les formes de discrimination envers les femmes et les enfants.

En conclusion, cette journée rappelle au pays son devoir permanent à savoir faire vivre, au quotidien, les droits humains comme socle de cohésion, de justice et de progrès social.

Merveille Jessica Atipo

Le CAD demande la mise en œuvre d'une commission d'enquête indépendante

Le Centre d'action pour le développement (CAD) a rendu public, le 9 décembre à Brazzaville, son rapport annuel 2025. Dans ce document d'une centaine de pages, l'organisation met en lumière les faiblesses en matière de droits de l'homme et formule des recommandations.

Le rapport, fruit d'enquêtes de terrain et d'entretiens menés conformément aux normes nationales et internationales, se veut un outil de mémoire, de plaidoyer et d'alerte. « Il fournit une base pour canaliser les actions des pouvoirs publics », a expliqué Trésor Nzila, directeur exécutif du CAD, lors de la présentation. Les investigations ont été conduites dans sept des quinze départements du pays. « Nous le faisons par obligation d'informer; d'alerter et de dresser le bilan des droits humains dans notre pays », a-t-il rappelé.

Dans son rapport intitulé « Quand le déni des droits humains est au pouvoir », le CAD constate une progression inquiétante des violences. En 2024, l'organisation avait documenté 1 814 violations des droits civils et politiques, représentant 22 % des 8 216 violations toutes catégories



Trésor Nzila dévoilant le contenu du rapport Adiac

confondues. En 2025, ce chiffre a plus que doublé, atteignant 4 182 violations, soit

une augmentation de 131 %. « En 2025, les cas de violence ont presque doublé. L'acti-

visme militaire a mis à nu l'inefficacité des institutions de l'État, incapables de sanctionner ou de condamner les crimes commis », a déploré le directeur exécutif du CAD, insistant sur l'urgence de rétablir la primauté de la loi. Le CAD s'inquiète également du « recours systématique à la force » pour répondre à des enjeux sociaux et alerte sur une jeunesse « durablement exposée au spectacle de la souffrance et de l'humiliation ».

Recommandations du CAD

Pour améliorer la situation des droits humains, le CAD émet plusieurs recommandations à l'endroit des pouvoirs publics, de la société civile et des partenaires internationaux. Elle suggère la mise en place d'une commission d'enquête indépendante réunissant société civile, pouvoirs publics et familles des victimes. Selon le CAD, « cette commission ne

nécessite pas un budget important mais juste une volonté politique. Elle contribuerait à restaurer la confiance nationale et à soigner l'image du pays à l'international ».

Le CAD plaide également pour l'instauration d'un registre centralisé dans les lieux de détention, l'indemnisation des familles dont les maisons ont été détruites par des agents de la DGSP et le rapatriement et la protection des autochtones congolais du département de la Likouala qui seraient actuellement exploités dans des champs de cacao en République démocratique du Congo.

La conférence de presse de présentation du rapport s'est déroulée dans le cadre du Festival Slam pour les droits humains, organisé du 8 au 10 décembre à Brazzaville, un événement visant à sensibiliser le public aux enjeux liés aux droits fondamentaux.

Rude Ngoma

CODE FORESTIER

La société civile impliquée dans l'élaboration des textes d'application

Plusieurs plateformes de la société civile ont pris part, le 9 décembre à Brazzaville, à l'atelier national de lancement du projet visant à renforcer leur participation au sein du groupe de travail multi-acteurs chargé de la mise en oeuvre du Code forestier au Congo.

Au-delà du renforcement de la participation de la société civile dans le processus de réformes règlementaires en cours dans le secteur forestier, cet atelier national vise à identifier les textes prioritaires et formuler les recommandations en lien avec lesdites réformes. « Depuis la promulgation de la loi portant code forestier, il a été mis en place un mécanisme pour assurer l'adoption des textes d'application. Ce mécanisme a permis aujourd'hui de pouvoir associer à ce processus toutes les parties prenantes pour assurer une gestion participative et inclusive de la ressource forestière », a expliqué le conseiller administratif et juridique de la ministre en charge de l'Economie forestière, Guy Saturnin Tseta. Le représentant de l'Institut européen des forêts, Jim Djontu,



Les plateformes de la société en atelierDR
a, pour sa part, reconnu que le nouveau code forestier adopté en juillet 2020 est une avancée majeure. « Cependant, son opérationnalisation dépend de l'élaboration et de la

mise en oeuvre effective des textes d'application. C'est là que le rôle du groupe de travail multi-acteurs prend toute son importance », a-t-il fait savoir en rappelant que le Congo, avec ses 22,4 millions hectares de forêts, joue un rôle stratégique dans la préservation du Bassin du Congo, deuxième poumon vert de la planète. En tant que partenaire technique, par la voix de son représentant, l'Institut européen des forêts s'est engagé à soutenir ce processus en conformité avec les principes de gouvernances forestières. « Nous croyons fermement que la participation active et structurée des organisations de la société civile est indispensable pour garantir les décisions durables », selon Jim Djontu.
Rominique Makaya

«...La participation active et structurée des organisations de la société civile est indispensable pour garantir les décisions durables »

Communiqué de Presse AVANT TIRAGE AU SORT

Titre : Annonce du tirage au sort “Zwa Lopango” : un processus transparent et certifié

NSIA Vie Assurances informe le public de la tenue officielle du tirage au sort de la campagne « Zwa Lopango », une initiative destinée à récompenser l'un de ses clients ayant souscrit un contrat de prévoyance durant la période du 02 juillet au 14 décembre 2025, avec une prime annuelle égale ou supérieure à 10 000 FCFA.

Le tirage au sort s'appuiera sur une base de données clients soigneusement constituée, regroupant tous les assurés remplissant les critères d'éligibilité. Cette base a été certifiée par Maître Parfait SANDOUKOU, Huisnier de Justice, garant de la transparence et de l'intégrité du processus. Au début de l'opération, l'huissier procédera à la lecture officielle du règlement intérieur, rappelant les conditions et modalités encadrant la sélection du gagnant.

La sélection sera effectuée à l'aide de l'outil numérique NSIA Gagnant, développé par DINA Corporation, permettant un tirage aléatoire, sécurisé et totalement

impartial. Dès que le numéro gagnant sera généré, le Maître de cérémonie contactera en direct le client retenu pour l'informer que son numéro de police a été tiré au sort, faisant de lui l'heureux bénéficiaire de la parcelle mise en jeu.

« Avec Zwa Lopango, nous réaffirmons notre engagement à valoriser nos clients en leur offrant des initiatives innovantes, transparentes et porteuses de sens. Ce tirage au sort illustre une fois de plus notre volonté de bâtir une relation de confiance durable avec chacun d'eux. »

Par cette annonce, NSIA Vie Assurances confirme son attachement à la transparence, à la modernisation de ses processus et à la reconnaissance de la fidélité de ses assurés.

Direction Générale de NSIA Vie Assurances

CONGO-BRAZZAVILLE

L'activité économique s'est améliorée au 3^e trimestre 2025

Le Comité national économique et financier du Congo (CNEF), instance interne de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), a tenu, le 8 décembre à Brazzaville, sa dernière session annuelle pour examiner la situation économique au sein de l'espace communautaire. Concernant le Congo, il ressort que l'activité économique s'est bien comportée au titre du troisième trimestre 2025.

La dernière session annuelle du CNEF a été présidée par le ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public, Christian Yoka. Comme d'habitude, elle a permis aux membres de cet organe de statuer sur la situation macroéconomique de l'espace BEAC pour bien faire les projections.

Parlant du Congo, le CNEF a noté que l'activité économique s'est nettement améliorée au cours de ce dernier trimestre 2025, grâce à la poursuite des investissements dans le secteur pétrolier, mais aussi à la bonne tenue du secteur hors pétrole. A cause de cette avancée, confirme le CNEF, l'activité économique devrait se consolider en 2025, avec un taux de croissance du produit intérieur brut réel qui se situerait à +2, 8%, contre 1,5% en 2024.

Sur le front des prix, poursuit le CNEF, l'inflation devrait demeurer proche de la norme communautaire de 3,0%, contre 3,1% en 2024, en lien avec la hausse

des prix de certains produits alimentaires et les perturbations dans la desserte en électricité. Examinant les différents modes de financement de l'économie congolaise, les experts de la BEAC ont relevé une augmentation de 27,9% de l'encours des crédits bruts accordés par les banques à 1.816, 4 milliards FCFA au 31 août 2025 et une hausse des créances en souffrance de 15,7% à 264,8 milliards FCFA. A fin août 2025, en glissement annuel, les activités du Congo sur le marché se sont caractérisées par une hausse de 4,7% des besoins exprimés et de 12,1% de l'encours à 2.659, 3 milliards FCFA.

Sur le plan sous-régional, d'après la BEAC, l'indice composite des activités économiques a progressé de 6,7% en glissement annuel, après une hausse de 8,0% au trimestre précédent, et de 9,3% un an plus tôt. En moyenne annuelle, le taux d'inflation s'est établi à 2,8% en septembre 2025, contre 4,3% un an



Les ministre Christian Yoka et Ludovic Ngatsé posant avec les membres du CNEF à la fin de la réunion/Adiac

plus tôt. Pour l'année 2025, le taux de croissance du PIB s'établirait à 2,6%, contre 2,7% en 2024.

Au plan international, par contre, le CNEF a noté que la situation économique nationale est demeurée résiliente, malgré le climat d'incertitude lié à la politique commerciale protec-

tionniste des Etats-Unis, et des tensions géopolitiques persistantes. Pour ce faire, le Fonds monétaire international, dans son édition « Les perspectives de l'économie mondiale », publiées en octobre 2025, a révisé à la hausse ses prévisions de croissance mondiale à 3,2% pour 2025 et 3,1% pour 2026. La der-

nière session annuelle du CNEF a connu la participation du ministre de l'Economie, du Plan et de l'Intégration sous-régionale, Ludovic Ngatsé, du gouverneur de la BEAC, Yvon Sana Bangui, et de plusieurs autres responsables des institutions bancaires sous-régionales.

Firmin Oyé

ASSAINISSEMENT

« L'économie informelle ne devrait pas empêcher le respect des normes », selon Juste Mondélé

Le ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier, Juste Désiré Mondélé, qui a fait la ronde de quelques arrondissements de Brazzaville, le 6 décembre dans le cadre du premier samedi du mois, a dégagé un constat mi-figue mi-raisin, estimant que l'économie informelle ne devrait en aucun cas empêcher le respect des normes.

Mettant à profit le dernier samedi de l'année 2025, Juste Désiré Mondélé et sa suite ont sillonné les trottoirs du rond-point de Poto-Poto jusqu'au rond-point Ebina, dans le 6^e arrondissement Talangaï, en passant par l'avenue Edith-Lucie-Bongo, la SCLOG et Saint-Denis, à Mpila. « Il y a quand même un sentiment de satisfaction parce qu'on a pu voir que les trottoirs sont dégagés, il faut l'avouer. On a pu constater aussi que les commerçants ont bien nettoyé leurs devantures. Maintenant, il faut pérenniser tout cela, il faut pérenniser cette opération tous les jours. Les citoyens devront pouvoir circuler, marcher librement, user des trottoirs, faire leurs courses librement et sans être encombrés », s'est-il exprimé avec satisfaction. Saluant l'implication de la force publique dans la mise en œuvre de cette mesure, le ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier a insisté sur l'apport de la presse, de la mairie de Brazzaville et des administrateurs maires ainsi que de la population dans l'exécution de cette circulaire gouvernemen-

tales. « Tout le monde doit participer et je pense que si chacun joue le bon jeu, on devrait avoir une belle ville. Le président de la République l'a encore rappelé lors de son adresse au congrès. Il a parlé de Brazza la verte, de Ponton la belle et qu'elles doivent revenir des belles villes d'antan où il fait tout simplement bon vivre », a-t-il rappelé.

Des mesures coercitives s'imposent

Juste Désiré Mondélé s'est ensuite rendu au marché Bernard Kolelas à Baongo, deuxième arrondissement de Brazzaville, où un site a été aménagé à la demande des vendeurs. En effet, cet espace devrait accueillir les commerçants qui occupent les rues. C'est ainsi qu'il a réitéré l'appel à l'appropriation du marché par les commerçants afin de respecter les normes préétablies surtout celles relatives à l'hygiène et à la santé publique. « Nous pouvons dire que le sentiment est un peu contrasté, un peu mitigé. Nous devons malheureusement réitérer la pédagogie, il faut qu'on s'appuie sur les comités de marché. Je vou-



drais aussi attirer l'attention des associations qui gèrent le marché, comme nous sommes à la fin de l'année, nous allons voir avec la mairie centrale, cette façon de faire. Des associations qui travaillent en lieu et place certainement de la mairie, mais qui ne semblent pas être préoccupées par l'hygiène, la santé, la propreté. Il y a un problème, il faut que nous regardons marché par marché ce que font ces associations qui prennent de l'argent des usagers sans rendre compte », s'est indigné le ministre.

Face au non-respect de la circulaire du premier samedi du mois par de nombreux citoyens, le gouvernement travaille à rendre plus robuste cette mesure. Selon le ministre en charge de l'Assainissement urbain, une loi est dans le circuit d'approbation, notamment au secrétariat général du gouvernement. Le but étant de doter le pays des mécanismes coercitifs en la matière. « C'est une loi qui va sévir. Il y a une procédure en cours, nous sommes en train de la suivre pour qu'il y ait des pénalités, ce sera plus contrai-

gnante. Quand la loi sera plus contraignante, nous pensons que tout va rentrer dans l'ordre. Mais aujourd'hui, chacun fait un peu tout ce qu'il veut, nous avons quasiment toute l'année fait le déguerpissement, pour nous ce n'est pas de gaité de cœur qu'on revienne pour débarrasser les trottoirs des tables de fortune. L'économie informelle ne devrait pas empêcher à ce qu'il y ait le respect des mécanismes, le respect des usages », a prévenu Juste Désiré Mondélé.

Parfait Wilfried Douniama

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Comité National Economique et Financier du Congo (CNEF) a tenu sa dernière session ordinaire de l'année, le 08 décembre 2025, dans les locaux de la Direction Nationale de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) à Brazzaville, sous la présidence de Monsieur Christian YOKA, Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille Public. Cette session a connu la participation de Monsieur Ludovic NGATSE, Ministre de l'Economie, du Plan et de l'Intégration Régionale et, par visioconférence, de Monsieur Yvon SANA BANGUI, Gouverneur de la BEAC, de Monsieur Michel DZOMBALA, Vice-Gouverneur de la BEAC, de Monsieur Marcel ONDELE, Secrétaire Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) et de Madame Jacqueline ADIABANKEMBE, Présidente de la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF).

Monsieur Serge Dino Daniel GASSACKYS, Secrétaire Général du CNEF du Congo, rapportait les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Au cours de cette session, le Comité a d'abord pris connaissance de l'évolution de la conjoncture économique internationale, sous régionale et nationale au troisième trimestre de l'année en cours, ainsi que des perspectives pour l'année 2025. Ensuite, il a passé en revue l'évolution des différents modes de financement de l'économie congolaise. Enfin, il a examiné son rapport annuel 2024 et son projet de budget 2026.

Sur le plan international, le Comité a noté que la situation économique mondiale est demeurée résiliente, malgré un climat d'incertitudes lié à la politique commerciale protectionniste des Etats-Unis et des tensions géopolitiques persistantes. Ainsi, le Fonds Monétaire International (FMI), dans son édition « les Perspectives de l'économie mondiale », publiée en octobre 2025, a révisé à la hausse ses prévisions de croissance mondiale à 3,2% pour 2025 et 3,1% pour 2026.

Sur le plan sous régional, selon la BEAC, l'Indice Composite des Activités Economiques (ICAE) a progressé de 6,7% en glissement annuel au T3-2025, après une hausse de 8,0% au trimestre précédent et de 9,3% un an plus tôt. En moyenne annuelle, le taux d'inflation s'est établi à 2,8% en septembre 2025, contre 4,3% un an plus tôt. Pour l'année 2025, le taux

de croissance du PIB s'établirait à 2,6% contre 2,7% en 2024.

Sur le plan national, le Comité a noté une amélioration de l'activité économique au troisième trimestre de l'année 2025, tirée par la poursuite des investissements dans le secteur pétrolier et la bonne tenue des activités du secteur hors pétrole. L'activité économique devrait se consolider en 2025, avec un taux de croissance du PIB réel qui se situerait, selon les estimations de la BEAC, à +2,8%, contre +1,5% en 2024.

Sur le front des prix, l'inflation devrait demeurer proche de la norme communautaire de 3,0%, contre 3,1% en 2024, en lien avec la hausse des prix de certains produits alimentaires et les perturbations dans la fourniture de l'énergie.

Examinant les différents modes de financement de l'économie congolaise, le Comité a relevé une augmentation de 27,9% de l'encours des crédits bruts accordés par les banques à 1 816,4 milliards de FCFA au 31 août 2025 et une hausse des créances en souffrance de 15,7% à 264,8 milliards. A fin août 2025, en glissement annuel, les activités du Congo sur le marché se sont caractérisées par une hausse de 4,7% des besoins exprimés et de 12,1% de l'encours à 2 659,3 milliards FCFA.

Le Comité a pris acte de l'exécution du programme d'activité au 31 octobre 2025 et adopté le programme d'activité et le budget de son Secrétariat Général pour l'exercice 2026.

Enfin, le Comité a adopté le rapport annuel du CNEF, édition 2024, et a pris connaissance des décisions prises par les différents organes de la CEMAC.

Fait à Brazzaville, le 08 décembre 2025

Le Président du CNEF,

Christian YOKA



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

27 étudiants bénéficient de la bourse d'Algérie

Au cours d'une rencontre avec les bénéficiaires d'une bourse d'étude pour l'Algérie, le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé, a rassuré les étudiants de la bonne organisation mise en place par le gouvernement pour le déroulement de leurs études en présence de l'ambassadeur d'Algérie au Congo, Azéddine Riache.

Sélectionnés sur la base de critère de mérite au baccalauréat 2025-2026, ces étudiants, au nombre de 27, auront une formation de trois ans dans différentes filières. En présence des parents des boursiers, le ministre a insisté sur leur devoir à servir le Congo après avoir acquis des connaissances et compétences à l'étranger. « On ne va pas en Algérie pour faire des Tik-Tok ou appeler les parents pour vous envoyer de l'argent afin de vous acheter des tenues à la mode, mais pour apprendre et avoir des compétences pour l'avenir », a-t-il déclaré.

S'adressant aux parents, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé leur a demandé de ne pas céder aux caprices des enfants tout en les félicitant dans leur rôle d'encadreur. « En cas de souci, veuillez informer le ministère malgré ce qui pourra arriver, ne prenez pas de décision sans l'avis du gouvernement parce que

ces enfants ne sont plus les nôtres », a-t-il insisté, précisant que « ces enfants constituent le symbole d'une alliance fraternelle que nous construisons avec les frères algériens car ils représentent dignement le Congo ».

De son côté, l'ambassadeur algérien a exprimé sa satisfaction pour l'achèvement des préparatifs du programme des boursiers dans son pays. Il a indiqué que ce programme illustre également le caractère stratégique de l'Etat algérien dans le domaine de la formation des ressources humaines en mesure de constituer le développement économique du pays. « Ce programme boursier témoigne de la volonté algérienne de renforcer la relation de solidarité, de coopération avec le Congo en étroite relation fraternelle et la vision commune des deux chefs du Congo et de l'Algérie dans leur relation bilatérale et de la solidarité africaine



La rencontre entre le ministre, étudiants et parents d'élèves/Adiac

», a-t-il précisé. Ce programme est aussi une opportunité pour saluer les efforts du gouvernement du Congo visant à renforcer les compétences nationales à travers la formation du capital humain, à soutenir une jeunesse capable de s'impliquer dans la vie socio-économique en intégrant le monde du travail à travers la formation qualifiante. Aux étudiants, l'ambassadeur a annoncé qu'ils s'apprentent à vivre une ex-

périence académique et humaine en Algérie, pays d'accueil. Ce déplacement leur permettra, a ajouté le diplomate, de découvrir une autre culture proche de leur jeunesse engagée qui aspire au leadership, à une histoire partagée de fierté, de dignité, de fraternité et de solidarité africaine. Selon lui, les étudiants sont appelés à travers leur présence en Algérie à honorer les attentes et aspirations du gouvernement, les es-

poirs de leurs parents ainsi que la fraternité et l'amitié algéro-congolaise. « Vous êtes appelés à vivre un séjour fructueux riche en découvertes et en réussite. Que cette expérience en Algérie soit une étape décisive dans votre parcours et vous ouvre des portes pour contribuer pleinement à la construction du Congo et à renforcer la coopération entre les deux pays », a-t-il réitéré.

Lydie Gisèle Oko

L'ambassadeur Azeddine Riache reçoit les étudiants admis en master

Avant leur départ pour l'école nationale supérieure de la sécurité sociale d'Alger, l'ambassadeur de la République algérienne démocratique et populaire en République du Congo, Azeddine Riache, a reçu les étudiants congolais qui ont bénéficié d'une bourse en master.

Au cours de cette cérémonie à laquelle a pris part le secrétaire général de l'association des anciens stagiaires et étudiants congolais en Algérie, Brell Martial Mbourangon, le diplomate algérien, Azeddine Riache, a sensibilisé les étudiants sur cette opportunité d'étudier dans une école d'excellence qui leur ouvre des perspectives solides et un avenir meilleur.

Cette bourse illustre l'excellence des relations de solidarité et de coopération entre l'Algérie et le Congo. Elle témoigne de la détermination des autorités algériennes à transmettre l'expertise de leur pays à



Les étudiants boursiers posant avec les diplomates algériens et Brell Martial Mbourangon/DR

une ressource humaine qui, bien formée et qualifiée, sera apte à prendre en main les programmes de développement nationaux. La bourse d'études en mas-

ter est une innovation du programme de coopération dans les domaines de la formation et de l'enseignement supérieur au profit de la République du Congo.

Cette école est ouverte aux titulaires de licence ou équivalent. Elle assure des formations en ressources humaines, forme des cadres supérieurs des

institutions et des organismes en charge de la sécurité sociale. L'école nationale supérieure de la sécurité sociale d'Alger est également chargée de mener des recherches, études et réflexions sur les enjeux de la protection sociale. Le diplomate algérien a rappelé aux étudiants leurs responsabilités à honorer, durant leur séjour d'études en Algérie, l'image de leur pays, de leurs aînés en Algérie ; à honorer la fraternité algéro-congolaise mais aussi et surtout de contribuer pleinement à l'essor et au rayonnement du Congo.

Bruno Zéphirin Okokana

STATISTIQUES

Le projet régional Hiswaca officiellement lancé

Le ministre de l'Économie, du Plan et de l'Intégration régionale, Ludovic Ngatsé, a procédé, le 9 décembre à Brazzaville, au lancement officiel des activités du Projet d'harmonisation et d'amélioration des statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (Hiswaca-SOP 2). Financé à hauteur de 60 millions de dollars par la Banque mondiale, ce projet régional vise à moderniser le système statistique congolais et à renforcer la qualité des données produites dans le pays.

Le déploiement du projet Hiswaca marque une nouvelle étape dans la gouvernance des données et l'amélioration de la qualité des statistiques au service des politiques publiques. La cérémonie de lancement a réuni plusieurs membres du gouvernement, des parlementaires, des représentants du Groupe de la Banque mondiale, des institutions et organismes accrédités, des acteurs clés du système national de la statistique, parmi lesquels les responsables de l'Institut national de la statistique, ainsi que des représentants du secteur privé et de la société civile.

Dans un contexte où des données fiables sont essentielles à la planification et à l'évaluation des politiques publiques, le projet Hiswaca s'impose comme un levier stratégique. Selon le coordonnateur national, Patrick Valéry Alakoua, les cinq années de mise en œuvre permettront d'adopter des normes statistiques internationales, de renforcer la production de statistiques économiques, sociales et démographiques, et de moderniser les infrastructures physiques et numériques des institutions du secteur. Le projet vise également à améliorer l'accès, la diffusion et l'utilisation des données, à renforcer les compétences techniques des cadres et agents, ainsi qu'à accompagner les réformes institutionnelles nécessaires à la modernisation du système statistique national. Lançant les activités d'Hiswaca Congo, le ministre Ludovic Ngatsé a indiqué que cette initiative s'ins-

crit dans la continuité des réformes statistiques engagées à travers le précédent projet de renforcement des capacités en statistiques (PSTAT), achevé en 2023. D'après lui, Hiswaca répond à la volonté du gouvernement de moderniser la gouvernance publique et d'accompagner la mise en œuvre du Plan national de développement 2022-2026. « Le Congo se tient désormais aux côtés des autres pays de la sous-région, dans un élan commun en faveur de la transparence et de la modernité », a-t-il déclaré.

Se conformer aux standards

Le ministre a ajouté que l'adhésion du pays à cette initiative régionale portée par la Banque mondiale vise à garantir la continuité du financement du secteur statistique et à doter le pays d'un système perfor-



mant et harmonisé avec celui des autres États de la sous-région. Le projet permettra de combler,

assure-t-il, plusieurs insuffisances actuelles, notamment en matière de

qualité et de couverture des données, d'innovation, de respect des standards internationaux, de comparabilité, d'accessibilité et d'archivage.

Ce projet régional est le fruit du partenariat entre le gouvernement congolais et la Banque mondiale. À cette occasion, la représentante résidente de l'institution au Congo, Alexandra Célestin, a réaffirmé l'engagement du Groupe de la Banque mondiale à accompagner la transformation du système statistique national, en capitalisant sur les acquis du précédent Pro-

jet de renforcement des capacités statistiques. Elle a souligné que l'amélioration de la qualité des données facilitera l'intervention de la Société financière internationale et encouragera l'investissement privé, un levier essentiel pour une croissance inclusive. Le lancement de Hiswaca intervient alors que le Congo prépare son nouveau Plan national de développement 2026-2031, qui requiert un outil moderne de planification et de suivi-évaluation.

Un moment fort de la cérémonie a été la remise du prix à la start-up lauréate du concours de conception du portail web du projet Hiswaca, illustrant la volonté du gouvernement de placer l'innovation technologique au cœur de la modernisation statistique.



MTN CONGO INAUGURE UNE UNITE DE SOINS MODERNE A OUESSO

Le 25 novembre dernier, MTN Congo, par le biais de sa Fondation, a officiellement ouvert une unité de soins moderne dans le département de la Sangha, à Ouessou. La cérémonie s'est tenue sous le patronage du ministre de la Santé et de la Population, en présence des autorités locales, du représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de la directrice exécutive de la Fondation MTN. Une inauguration qui illustre la volonté de l'entreprise de contribuer à l'amélioration de l'accès aux services de santé dans les zones où les besoins restent criants.



Un investissement stratégique face aux défis sanitaires

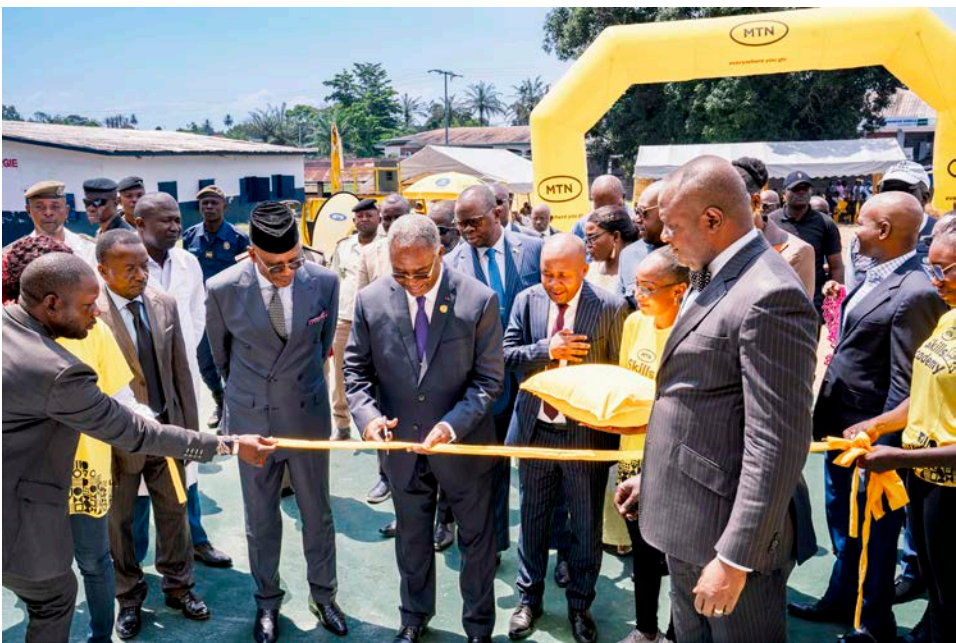
Avec un budget de plus de 130 millions de francs CFA, le projet a été lancé en juin 2025 et confié à l'entreprise BATH-TRADING. En seulement cinq mois, soit un mois avant le délai contractuel, l'ouvrage a été livré. « Notre objectif était de concilier qualité et rapidité pour répondre à l'urgence sanitaire locale », a expliqué le responsable de la société. Pour la Fondation MTN, cette réalisation s'inscrit dans une démarche de responsabilité sociétale (RSE) visant à réduire les inégalités d'accès aux soins et à soutenir les politiques publiques de santé, dans un contexte où les infrastructures médicales demeurent insuffisantes dans plusieurs régions du pays.

Une infrastructure moderne et durable

Édifiée sur une superficie de 400 m², l'unité de soins répond aux normes techniques actuelles et intègre des matériaux durables. Elle comprend :

- une terrasse couverte pour les patients en attente,
- un laboratoire d'analyses,
- un dépôt pharmaceutique,
- une caisse,
- des bureaux pour les médecins,
- deux salles de soins et deux salles d'observation séparées pour hommes et femmes,
- des sanitaires pour patients et personnel,
- une réserve et un couloir de circulation interne.

Entièrement climatisée, l'infrastructure est équipée de panneaux solaires pour garantir une autonomie énergétique et d'un forage assurant l'approvisionnement



en eau potable. Des choix techniques qui visent à garantir un fonctionnement stable et durable, même dans les zones éloignées des réseaux classiques.

Un symbole d'espoir pour les communautés locales

Pour la Fondation MTN, cette unité de soins représente « un symbole d'espoir et de solidarité », répondant aux besoins essentiels exprimés par les populations au travers des autorités locales. Le ministre de la Santé a salué une contribution majeure au renforcement du système de santé dans le département, rappelant le rôle clé que peuvent jouer les entreprises dans le développement durable.

MTN Congo, un acteur citoyen engagé

À travers cette inauguration, MTN Congo confirme son statut d'entreprise citoyenne et son engagement en faveur du développement communautaire. Cette initiative vient s'ajouter aux actions déjà menées dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'inclusion numérique, consolidant la place de l'entreprise comme partenaire incontournable des autorités publiques et des communautés locales.



INSERTION LEGALE

Le Cabinet d’Avocats Sylvie Nicole MOUYECKET-NGANA, sis Avenue Raymond POINCARE, n°I, Rond-Point ex-Score, au-dessus du Restaurant-Bar «Le Central-Bar», en face de la Pâtisserie «Phénicia», B.P: 5316, Tél.: +(242) 06.651.04.06 1 05.523.52.52, Centre-Ville, Arrondissement n°I, Emery Patrice LUMUMBA, Pointe-Noire, République du Congo;

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE

Il est porté à la connaissance du public qu’il sera procédé le Vendredi 27 décembre 2025 à 10 heures précises du matin, en l’Etude de Maître Maurice MASSELOT, Notaire à la résidence de Pointe-Noire, Etude sise au n°I04, Avenue LOEMBET Benoit, Immeuble SICIM CONGO, derrière la société ALUCONGO, Quartier industriel du KM4, A.J.Tondissement n°I, Emery Patrice LUMUMBA, B.P: 4866, Tél. : +(242) 06.557.00.66 1 06.672.64.72, Pointe-Noire, République du Congo, à la vente aux enchères publiques d’un immeuble appartenant à Monsieur DOUCOURE MAMADOU;

A la requête de la Banque CREDIT DU CONGO, Société anonyme avec Conseil d’Administration, au capital de 10.476.730.000 F.CFA, RCCM: CG-BZV-OI-2002-B 14-00024, NIU: M20066110000051122, dont siège social sis Avenue Amilcar CABRAL, Centre-Ville, Arrondissement n°3, Poto-Poto, Brazzaville, République du Congo;

Prise en son Siège Central de Pointe-Noire, sis Avenue Emmanuel DADET, RCCM: 09 B 749, B.P: 1312, Tél. : +(242) 22.294.20.00 105.530.13.11 106.665.38.02, Fax: 00 33 1 70 44 50 66122.294.32.20, Centre Ville, Arrondissement n°I, Emery Patrice LUMUMBA;

Poursuites et diligences de son représentant légal, Monsieur Hicham FADILL, domicilié en cette qualité au siège social sus indiqué;

Laquelle élit domicile au cabinet de Maître Sylvie Nicole MOUYECKET-NGANA, Avocat au Barreau de Pointe-Noire, dont cabinet sis Avenue Raymond POINCARE, n°I, Rond-Point ex-Score, au-dessus du Restaurant-Bar « Le Central-Bar », en face de la Pâtisserie « Phénicia », B.P : 5316, Tél. : +(242) 06.651.04.06 105.523.52.52, Centre-Ville, Arrondissement n°I, Emery Patrice LUMUMBA, Pointe-Noire, République du Congo; Et en exécution :
>D’une convention de prêt garantie par l’affectation d’une hypothèque de 1 cr rang au profit de la Banque CREDIT DU CONGO d’un immeuble bâti sis au quartier Sic TCHITCHELLE, signée par Monsieur DOUCOURE MAMADOU et enregistrée le 02 février 201, laquelle convention est rédigée sous la forme authentique et revêtue de la formule exécutoire par Maître Maurice MASSELOT, Notaire à la résidence de Pointe-Noire, titulaire d’une Etude sise au n°!04, Avenue LOEMBET Benoit, Immeuble SICIM CONGO, derrière la société ALUCONGO, Quartier industriel du KM4, Arrondissement n°I, Emery Patrice LUMUMBA, B.P: 4866, Tél.: +(242) 06.557.00.66 1 06.672.64.72, Pointe-Noire, République du Congo;

>- D’un commandement aux fins de saisie immobilière du Ministère de Maître Jean Bruno MPOUKOU, Huissier de Justice, Commissaire-Priseur, à la résidence de Pointe-Noire, en date du 27 février 2017, publié pour valoir saisie le 13 mars 2017 par le Divisionnaire de la Conservation des Hypothèques et de la Propriété Foncière de Pointe-Noire;
>- De la grosse exécutoire de l’ordonnance rôle n°531, répertoire n° 144, rendue le 1er juillet 2023 par le Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire;

IL SERA ADJUGE AU PLUS OFFRANT ET DERNIER ENCHERISSEUR :

•
L’immeubles ci-dessous désigné appartenant à Monsieur DOUCOURE MAMADOU, commerçant, de nationalité congolaise, né le 18 juillet 1975 à Pointe-Noire, domicilié au quartier Siafoumou, ayant pour conseil Maître Célestin M’FOUTOU, Avocat au Barreau de Pointe-Noire, cabinet sis Boulevard du Général DE GAULLE, immeuble de la CNSS, en face de la pâtisserie « La Citronnelle », entrée A, 6ème étage, porte n° 109, Centre-Ville, Arrondissement n° I , Emery Patrice LUMUMBA, Pointe-Noire;

DESIGNATION

)> Une propriété stse à Pointe-Noire, cadastrée section Q, bloc 60, parcelle n°10, d’une superficie de 434,59 m2, objet du titre foncier n°18.987;

MISE A PRIX

Outre les charges, clauses et conditions insérées au cahier des charges dressé le 02 juin 2017 par Maître Sylvie Nicole MOUYECKET, Avocat au Barreau de Pointe-Noire, et déposé le 02 juin 2017 au greffe du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire, les enchères seront reçues par :

)> La mise à prix de : 550.000.000 F.CFA

)> Montant des enchères: 66.000.000 F.CFA

2)- Cabinet d’Huissiers de Justice Jean Bruno MPOUKOU, sis Avenue Raymond PAILLET, Marché Central, B.P: 1880, tél.: +(242) 05.557.13.50 1 04.430.31.00 1 05.360.39.39, E-mail: office.dhuissiermpoukou@gmail.com 1maitrejeanpaulmabiala8s2j@gmail.com, Pointe-Noire, République du Congo;

Par l’Avocat de la partie poursuivie



FRANCE

3^e édition du Gala de charité au profit des enfants autistes à Port-Marly

À l'initiative de Cedella Madina Tathy, l'association Cedestone de Port-Marly, près de Paris, a accueilli, le 6 décembre, la troisième édition du gala de charité au profit des enfants autistes, un événement incarnant à la fois la solidarité, l'humanité et l'engagement de toute une communauté en faveur de l'inclusion, de la dignité et de l'épanouissement des enfants les plus vulnérables. Parmi les invités, la présence du ministre conseiller à l'ambassade de la République du Congo, Armand Rémy Balloud-Tabawe.

Ce nouveau gala poursuit les mêmes objectifs que les éditions précédentes. Il permet à l'équipe de bénévoles de l'association présidée par Cedella Madina Tathy de poursuivre la recherche permanente de la meilleure intégration scolaire, sociale et professionnelle des personnes atteintes de troubles du spectre de l'autisme (TSA) et de leurs familles.

Lors de cette rencontre a été réalisée une collecte de fonds destinée à financer la construction d'un institut psychoéducatif et social à Brazzaville dénommé Warren. Cet institut servirait de lieu d'accueil et de prise en charge des enfants autistes et de leurs familles et ainsi, par l'éducation, permettrait de parvenir à la considération qu'un enfant autiste est un enfant comme tous les autres, un enfant qu'il faut

accueillir, qui possède des droits et qu'il faut juste apprendre à comprendre pour mieux savoir l'accompagner.

Sensible à cette cause, l'ambassadeur Rodolphe Adada avait dépêché le ministre conseiller qui, particulièrement touché de la représentation diplomatique lui incombant, a tenu à saluer les invités, l'ensemble de ceux qui portent avec courage et amour la cause des enfants autistes, qualifiant ce rendez-vous solidaire de témoignage d'une persévérance admirable, d'une volonté inébranlable de faire entendre la voix de ceux qui, trop souvent, sont marginalisés, invisibles ou incompris. « *Ce gala illustre combien, dans la douleur comme dans l'espoir, la solidarité peut devenir une force motrice capable de transformer les vies* », a-t-il confié.



Armand Rémy Balloud-Tabawe à la 3^e édition du Gala de charité au profit des enfants autistes à Port-Marly, France/DR

Dans son propos, il a rappelé que l'autisme, loin d'être une maladie à guérir à tout prix, est une manière différente d'être au monde,

de percevoir, de communiquer, de ressentir et de s'exprimer. L'autisme mérite, non pas la pitié, mais le respect, la compréhension,

l'accompagnement adapté et, surtout, l'amour inconditionnel.

Il a souligné que dans de nombreux pays, y compris en Afrique, les enfants autistes sont souvent victimes de rejet, de stigmatisation, de discrimination, voire d'abandon, faute de structures spécialisées, de professionnels formés, de politiques publiques ambitieuses et de campagnes de sensibilisation suffisantes.

Elogieux sur cette initiative et trouvant le mot approprié pour l'exprimer, Armand Rémy Balloud-Tabawe a tenu à ajouter : « *l'engagement de l'association Cedestone en faveur des enfants autistes n'est pas seulement un acte de charité : il est un acte de justice sociale, de civilisation et de transformation profonde de notre regard sur la différence* ».

Marie Alfred Ngoma

ALBINISME

Ouverture d'une unité de production des crèmes solaires

L'Association Johny Chance a ouvert, le 4 décembre à Brazzaville, son unité de production des crèmes solaires pour lutter contre le cancer de la peau des albinos, première cause de mortalité chez cette couche vulnérable.

L'unité va produire 4000 crèmes pour plus de 1000 personnes pour toute l'année 2026. Ces produits seront distribués gratuitement aux personnes atteintes d'albinisme dans tous les départements pour protéger la peau des albinos contre les rayons solaires réguliers.

L'albinisme est un trouble génétique rare marqué par une absence ou une insuffisance de mélanine, un pigment essentiel qui protège naturellement la peau, les cheveux et les yeux.

La clinique médicale ouverte est le résultat du partenariat signé avec la Fondation Pierre-Fabre avec l'appui du ministère des Affaires sociales, de l'Action humanitaire et de la Solidarité ainsi que du consul honoraire de Saint-Marin au Congo.

La cérémonie d'ouverture de cette unité de production des crèmes solaires s'est déroulée en présence de l'administratrice maire de Mfilou, Bibiane Itoua, du



Les officiels posant avec les personnes atteintes de l'albinisme à l'ouverture de l'unité de production des crèmes/Adiac

directeur de la Fondation Pierre-Fabre, du pharmacien Christophe Jean-Marie, du consul honoraire de Saint-Marin au Congo, Marcelo Della Corte et de la ministre des Affaires sociales, de l'Action humanitaire et de la Solidarité, Irène Marie-Cécile Mboukou Kimbatsa.

Présentant cette unité, le président de l'association

éponyme, Jhony Chancel Ngamouana, a indiqué que la crème porte le logo des partenaires, soulignant que le projet qui vient de voir le jour a commencé en 2021.

« *L'unité de fabrication des crèmes est un pas décisif vers la protection, la dignité et la reconnaissance des personnes vivant avec l'albinisme au Congo grâce au soutien des partenaires*

ayant permis d'obtenir les ingrédients, l'expertise et l'accompagnement nécessaires pour produire ces crèmes solaires », a-t-il fait savoir.

Pour sa part, Bibiane Itoua s'est réjouie de l'œuvre de l'association pour cette initiative en faveur des albinos qui pourront désormais mener une vie sans complexe laissant derrière eux une vie

sans discrimination, l'exclusion sociale et la stigmatisation.

Le directeur de la Fondation Pierre-Fabre, le pharmacien Christophe Jean-Marie, a, quant à lui, insisté sur le port des habits manches longues car les crèmes viennent en complément de la protection des albinos. De son côté, le consul honoraire de Saint-Marin au Congo, Marcelo Della Corte, a évoqué le défi majeur de l'association qui n'est autre que la pérennisation de cette activité. Il a toutefois rappelé les différentes actions menées par l'association, notamment le passage des médecins maliens au Congo, les séances d'interventions chirurgicales ainsi que des conférences au profit de cette couche sociale. Au nom du gouvernement, la ministre Irène Marie-Cécile Mboukou Kimbatsa a promis son appui à l'association pour la cause de tous.

Lydie Gisèle Oka

45^e CONSEIL ANNUEL DE L'AGPAOC**Vers une gestion intelligente, coordonnée et efficiente des Ports africains**

Les travaux du 45^e Conseil annuel de l'Association des gestion des ports d'Afrique de l'Ouest et du Centre (AGPAOC) couplée à la 20^e table ronde des directeurs généraux de ladite association tenus du 4 au 7 Novembre à Pointe-Noire ont pris fin par l'adoption de plusieurs décisions pouvant permettre désormais d'impulser un nouveau mode de fonctionnement des installations portuaires afin qu'elles s'arriment aux défis et contexte de l'heure.

Placé sous le thème « Réinventer la gestion domaniale portuaire Vers une valorisation durable et résilientes des infrastructures portuaires face aux défis économiques et environnementaux » le 45^e Conseil annuel de l'AGPAOC a réuni dans la ville océane près de 300 délégués venus d'une vingtaine de pays du pour discuter et échanger sur les enjeux liés à la transformation des modèles de gouvernance foncière et portuaire africaine.

En se félicitant de la tenue des dites assises à Pointe-Noire, Evelyne Tchichelle Moe Poaty, maire de la ville de Pointe-Noire a dit « Nous sommes persuadés que les présentes assises sont une bonne occasion de réfléchir sur les solutions à apporter pour promouvoir le développement simultanée des villes et ports par l'adoption d'une vision intégrée qui allie la croissance portuaire au développement urbain par la définition d'un cadre juridique devant définir sans ambiguïté l'étendue et les compétences de chaque entité pour prévenir les conflits, la transformation numérique des ports, l'innovation, une meilleure gestion des infrastructures, le développement des zones fonctionnelles aux interfaces divers et des stratégies de collaborations entre les acteurs de la ville aux administrateurs portuaires ».

Après avoir remercié le président Denis Sassou N'Guesso, Chef de l'Etat pour l'attention



toute particulière qu'il accorde au Port autonome de Pointe-Noire et des décisions qu'il a eu à prendre en termes d'investissements ces quinze dernières années qui permettent au PAPN de se mettre au service du développement économique et des pays de l'Hinterland, Séraphin Bhalat, directeur général du Port autonome de Pointe-Noire a déclaré « Que ces assises soient un jalon supplémentaire dans la construction d'une communauté portuaire ouest et centrafricaine forte, solidaire et visionnaire au service de notre continent ».

Une vision portée vers le développement et la modernisation du port matérialisée par des réformes structurelles et infrastructurelles soutenues par le gouvernement par le biais d'Ingrid Olga Ghislaine Ebouka Babackas, ministre des transports, de l'aviation civile et de la marine qui s'est exprimée en louant la vision éclairée de Denis Sassou N'Guesso, Président de la République, Chef de l'Etat à travers sa volonté constante d'arrimer le port de Pointe-Noire aux standards internationaux et de consolider son positionnement de porte océane de l'Afrique

centrale.

L'engagement du Congo dans le développement portuaire et régional ne se dément plus. Anatole Collinet Makosso, premier ministre, chef du gouvernement en ouvrant les travaux l'a réaffirmé « Les présentes assises ne sont pas que des rencontres techniques, elles constituent bien plus un espace de dialogue stratégique de partage d'expérience et de construction d'une vision commune pour l'avenir des infrastructures portuaires et maritimes du continent plus intégrées et plus résilientes ».

« Le port et la ville doivent appréhender ensemble les planifications spatiales d'espaces disputés. Dans ce contexte, la valorisation du domaine portuaire ne relève plus d'une simple gestion administrative, mais d'un pilotage concerté et collaboratif associant gouvernance publique, opérateurs privés et acteurs territoriaux » a renchéri Jean Marie Koffi, secrétaire général de l'AGPAOC, faisant la synthèse des travaux sanctionnés par des recommandations dont les principales sont : La révision des textes fondamentaux de l'AGPAOC pour garantir davan-

tage de flexibilité, d'efficacité et de sécurité juridique. Pour ce faire, le mandat a été donné au secrétaire général de l'AGPAOC pour constituer un groupe de travail technique et juridique élaboré un projet de texte révisé en concertation avec les membres et soumettre les propositions d'approbation au conseil annuel. Les autres décisions prises concernent l'amélioration de la qualité et la résilience des infrastructures afin de renforcer la compétitivité des ports face aux défis technologiques, économiques et environnementaux. L'amélioration de la collecte et l'harmonisation des données portuaires sous régionale. La capitalisation de l'expertise et des travaux des associations en matière de développement durable. L'intensification de la coopération avec des institutions internationales (Organisation maritime internationale (OMI), Association panafricaine de coopération portuaire, Association internationale des Ports et Harbors (IAPH) ...

Les ports africains présentent de belles et encourageantes perspectives. Elles peuvent tirer profit de nombreux atouts dont ils disposent à condition de s'arrimer de façon efficiente aux exigences et contingences actuelles et répondre aux attentes des partenaires, acteurs et intervenants de la communauté portuaire.



together possible.

RECHERCHE UN(E) RESPONSABLE PLANIFICATION, SUIVI, ÉVALUATION ET APPRENTISSAGE (PSEA) POUR SON BUREAU EN RÉPUBLIQUE DU CONGO.

Référence : WWF-RPSEA-RoC

Dans le respect de ses valeurs : le courage, la collaboration, le respect et l'intégrité, le WWF recherche pour son bureau en République du Congo, recherche un(e) Responsable Planification, Suivi, Évaluation et Apprentissage (PSEA) pour son bureau en République du Congo, dynamique et engagé(e), qui sera basé(e) à Brazzaville.

Principales fonctions : Améliorer l'ensemble du dispositif de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (MEL) pour le CCO et garantir le suivi des progrès ainsi qu'une documentation vérifiable pour tous les résultats revendiqués. Améliorer la qualité des livrables dans les activités de conservation grâce au renforcement des capacités (PPMS, reporting...) et au suivi qualité. Documenter et partager les leçons apprises, les meilleures pratiques et les modèles innovants. Organiser des missions axées sur un résultat ou un impact clé, par exemple les initiatives liées aux moyens de subsistance. Combler les lacunes en matière de gestion adaptative, par exemple l'alignement entre les plans de travail et les plans de suivi. Le plan de travail a-t-il été informé par le MEL ? Comment la stratégie de mise en œuvre et le reporting ont-ils été influencés par les leçons apprises ?

Comment postuler ? Veuillez soumettre votre candidature (CV et lettre de motivation) à l'adresse suivante : applications@wwfcog.org

Date limite de candidature : le 18 décembre 2025.

Nous vous remercions d'avance de l'intérêt que vous portez à ce poste. Veuillez noter que seules les candidatures présélectionnées seront contactées pour la suite du processus.

Le WWF est un employeur qui respecte l'égalité des chances et s'engage à avoir une main-d'œuvre diversifiée.

La société ERICSSON AB, société anonyme de droit suédois, immatriculée au RCCM de Brazzaville sous le numéro CG/BZV/08 B 1257, dont le siège social est situé à Torshamnsgatan 23, 164 80 Stockholm – Suède

AVIS D'INSERTION RADIATION

La société ERICSSON AB, société anonyme de droit suédois, immatriculée au RCCM de Brazzaville sous le numéro CG/BZV/08 B 1257, dont le siège social est situé à Torshamnsgatan 23, 164 80 Stockholm – Suède, a procédé à la fermeture définitive de sa succursale congolaise.

Cette décision résulte du procès-verbal des décisions de l'Administrateur en date du 11 novembre 2022, décidant :

- La cessation des activités de la succursale ;
- La fermeture administrative de ladite succursale ;
- L'accomplissement des formalités de radiation au RCCM ;
- Radiation de la Société ERICSSON AB au Greffe du Tribunal de commerce de Brazzaville ;
- Le récépissé de dépôt au greffe du tribunal du Procès-verbal des décisions de l'administrateur ;
- Le certificat de radiation au RCCM délivré le 29/11/2022 ;
- Le RCCM après radiation sous le numéro 322 ;

Pour insertion

La Société ERICSSON AB

BOURSES ACADÉMIQUES

Une nouvelle génération d'étudiants congolais sélectionnée pour la Russie

Une atmosphère d'enthousiasme et d'émotion a régné le 9 décembre lors de la cérémonie organisée sous le patronage de la ministre de l'Enseignement supérieur, Delphine Edith Emmanuel, et de l'ambassadeur de la Fédération de Russie au Congo, Ilias Iskandarov, à l'occasion du départ des futurs étudiants congolais admis dans les universités russes.

Parents, responsables académiques et représentants diplomatiques étaient réunis pour saluer une nouvelle génération de boursiers prêts à s'envoler vers un pays aussi vaste que riche d'histoire et de tradition universitaire. Dans son adresse, l'ambassadeur de Russie a rappelé l'importance de ce programme qui, pour la troisième année consécutive, met à disposition 250 bourses d'études financées par le budget fédéral dans divers domaines considérés comme stratégiques. « La fédération de Russie accorde ce quota dans des disciplines importantes pour l'économie du pays, y compris la chimie et la physique, la médecine et l'agriculture, la gestion et l'exploitation minière », a-t-il souligné. Se félicitant des progrès des étudiants congolais en langue russe, le diplomate russe a confié : « Nos étudiants... déjà maîtrisent cette langue difficile, mais belle. Et ça nous donne l'espoir ».



Photo de famille des officiels, boursiers congolais et leurs parents/DR

Le diplomate russe a également insisté sur la dimension humaine de cette aventure académique. « C'est un grand honneur pour moi de vous saluer aujourd'hui, en particulier les jeunes, qui s'apprêtent à partir pour un voyage qui changera leur vie », a-t-il déclaré avant d'inviter les boursiers à s'ouvrir à la diversité culturelle et géographique de ce grand pays. Il a encouragé les futurs diplômés à revenir servir leur pays. « La Ré-

publique du Congo... a besoin de jeunes cadres nationaux enthousiastes, créatifs et dotés des connaissances modernes nécessaires au développement économique futur », a-t-il exhorté.

La ministre Delphine Edith Emmanuel a elle aussi mis en lumière le caractère exceptionnel de cette coopération devenue un pilier de la formation des élites congolaises. « La fédération de Russie est l'État qui nous offre

le plus grand portefeuille en termes de bourses de coopération, 250 bourses chaque année », a-t-elle rappelé avec reconnaissance. S'adressant directement aux étudiants, elle a insisté sur l'opportunité unique qui leur est offerte en martelant : « Vous avez le privilège, aujourd'hui, de partir, de pouvoir vivre une autre expérience... C'est un pays magnifique ».

Avec une touche personnelle, elle a confié un souvenir marquant de

son propre rapport à la Russie. « Nous aimons la langue russe... J'ai été lauréate d'un concours de langue et très vite j'ai pu découvrir ce grand pays ». Dans un sourire nostalgique, elle a rappelé à l'ambassadeur un détail emblématique : « Vous avez oublié de parler des Nuits Blanches de Saint-Petersbourg... un phénomène naturel extraordinaire qu'il faut vivre au moins une fois ».

Elle a enfin exhorté les boursiers à l'exemplarité. « Soyez des étudiants vertueux... N'oubliez pas la raison pour laquelle vous partez aujourd'hui et revenez bien formés, parce que nous avons besoin de votre talent. Vous êtes l'avenir de ce pays », a-t-elle déclaré.

La cérémonie s'est conclue dans une ambiance d'espoir et de fierté, symbole d'un partenariat solide et d'une jeunesse prête à se projeter loin pour mieux revenir bâtir le Congo de demain.

Merveille Jessica Atipo

LITTÉRATURE

«Le rêve du pêcheur» d'Hemley Boum honoré à la librairie Les manguiers

L'association Culture Elongo, en partenariat avec la librairie Les manguiers des Dépêches de Brazzaville, a organisé dans la librairie éponyme, une rencontre littéraire autour du roman *Le rêve du pêcheur*, de la camerounaise Hemley Boum qui a remporté le Prix des cinq continents de la Francophonie en mars 2025.

Plusieurs communications ont été prononcées au cours de cette rencontre coordonnée par Emilie Eyala, responsable de la librairie Les Manguiers. Le Dr Ulrich Bakoumissa Ngouani a salué la production littéraire immense et exceptionnelle d'Hemley Boum, couronnée de nombreux prix prestigieux : le prix Ahmadou Kourouma pour Les jours viennent et passent (Editions Galimard, 2019) traduit en plusieurs langues, le prix littéraire des Sciences Po, le prix Louis-Guilloux 2024, le Grand prix Afrique 2025, le prix des cinq continents de la Francophonie 2025. *Le rêve du pêcheur* est son cinquième roman. Il a été publié en janvier 2024 aux éditions Gallimard (France). Il a expliqué dans son intervention les grandes lignes du roman de l'auteure qui vit aujourd'hui en région parisienne. Avec ces deux histoires savamment entrelacées, Hemley Boum signe une fresque puissante et lumineuse qui

éclaire à la fois les replis de la conscience et les mystères de la transmission. Le livre pose tout un ensemble de questions passionnantes et troublantes : jusqu'à quel point l'éloignement géographique permet-il de s'éloigner des failles familiales ? Et que laisse-t-on derrière soi lorsque l'on fuit ? Que deviennent les vies que nous n'avons pas vécues, les lieux désertés, les héritages suspendus ? L'exil efface-t-il la culpabilité ? Peut-on transmettre ce que l'on n'a jamais dit ? Que fait le silence à ceux qui le reçoivent ? Telles sont les interrogations essentielles qui traversent cette œuvre. Et pourtant, malgré l'exil, malgré la distance, la transmission intergénérationnelle n'est jamais totalement rompue. Elle n'est pas toujours consciente, ni voulue, mais elle demeure, vivante, vibrante, en filigrane, dans les gestes, les rêves, les silences, les désirs...

Le rêve du pêcheur est un roman introspectif et pro-



Le Pr Omer Massoumou parlant de l'œuvre/Adiac

fondement humain

Pour mettre en scène ce questionnement, Hemley Boum entrelace deux récits à la temporalité différente : celui de Zack, alias Zachary, homme d'aujourd'hui installé en France ; et celui de Zacharias, son grand-père pêcheur dans un village côtier du Cameroun... Zack a fui le Cameroun à dix-huit ans, abandonnant sa mère, Dorothee, à son sort et à ses secrets. Devenu psychologue clinicien à Paris, marié et père de famille, il est rattrapé par le passé alors que la vie qu'il s'est construite prend l'eau de

toutes parts...

A quelques décennies de là, son grand-père Zacharias, pêcheur dans un petit village côtier, voit son mode de vie traditionnel bouleversé par une importante compagnie forestière. Il rêve d'un autre avenir pour les siens... Avec ces deux histoires savamment entrelacées, Hemley Boum signe une fresque puissante et lumineuse qui éclaire à la fois les replis de la conscience et les mystères de la transmission.

En conclusion, le Dr Ulrich Bakoumissa Ngouani, a relevé que *Le rêve du pêcheur* est un

roman introspectif profondément humain, peuplé de personnages complexes, traversé par une tension entre mémoire et oubli, entre départ et fidélité aux origines. Hemley Boum y montre que la transmission familiale ne se contrôle pas : elle circule, même à travers les silences, les corps, les exils.

Et elle questionne la responsabilité de chacun dans ce qu'il choisit ou non de transmettre à ceux qui viennent après. Elle montre qu'au lieu de vouloir à tout prix se libérer de son héritage, il vaut mieux tenter de le réconcilier avec son présent.

Bruno Zéphirin Okokana

DOTATION

L'association Paris-Pointe-Noire s'engage à construire un orphelinat

La pose de la première pierre pour la construction d'un orphelinat et d'un dispensaire a été faite le 8 décembre, par Sylvestre Lempoua, secrétaire général de la préfecture de Pointe-Noire, accompagné des autorités municipales et des membres de cette association.

Cet orphelinat moderne d'un bâtiment R+1 sera construit sur un terrain de 200 mètres carrés, sur une superficie totale de 1300 mètres carrés situé dans le premier arrondissement Emery-Patrice-Lumumba. Le bloc administratif sera situé au rez-de-chaussée tandis que les chambres pour enfants seront à l'étage. En plus, il est également prévu la construction d'un autre bâtiment des infirmiers de 83 mètres carrés comprenant trois chambres, une salle de sport de 85 mètres carrés, et un dispensaire.

Remerciant toutes les personnes qui ont contribué à l'aboutissement de ce projet, l'artiste Niska a signifié que ce projet marque, selon lui, la réalisation et la concrétisation d'un rêve d'enfant. «Ce projet est certes le premier mais pas le dernier, car celui-ci représente une longue série d'autres projets qui pourront être réalisés prochainement dans la ville» a-t-il déclaré. Pour sa part, maître Mourad



Photo de famille après la pose de la première pierre/Adiac

Battikh a indiqué qu'en plus de mettre à disposition le terrain, madame le maire a décidé qu'il serait situé en plein cœur de la ville.

S'exprimant pour la circons-

tance, Anne Boulo, consul général de France à Pointe-Noire, a signifié que, la construction de cet orphelinat marque la consolidation des liens entre la France et

le Congo. «Je rappelle que la protection juridique des enfants est une priorité absolue du réseau diplomatique et consulaire français. En interagissant avec les acteurs

fondamentaux pour la protection légale des mineurs qu'elle recueillera, l'équipe de l'orphelinat s'assure tous les moyens de garantir les droits et l'intérêt supérieur des enfants en conformité avec le régime de protection légale congolais» a-t-elle indiqué.

Remerciant les membres de cette association, le maire de la ville, Evelyn Tchitchelle, a rappelé que la construction de ces deux édifices améliorera les conditions de vie des enfants vulnérables de sa commune. Signalons que l'association Paris Pointe-Noire (APP) est une initiative visant à créer des liens entre la France et Pointe-Noire pour soutenir les populations vulnérables, notamment les enfants, avec des projets humanitaires. Son objectif est de bâtir des passerelles entre la France et Pointe-Noire, en concertation avec les acteurs locaux, pour aider les plus démunis en se concentrant sur l'aide à l'enfance.

Séverin Ibara

VIE ASSOCIATIVE

Le GEC Kouilou placé sous les fonts baptismaux

L'assemblée générale extraordinaire du Groupement des électriciens du Congo (GEC) couplée à l'assemblée constitutive du Kouilou s'est clôturée le 2 décembre à Pointe-Noire par l'adoption de plusieurs décisions devant permettre d'impulser une nouvelle dynamique à cette organisation.

L'activité qui s'est tenue en présence des directeurs départementaux de l'artisanat et de la formation qualifiante du département du Kouilou, des représentants des associations et ONG partenaires, des artisans et techniciens du secteur de l'électricité, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet Precika du dispositif Ko-

tonga financé par l'ambassade de France en République du Congo. Il a pour but d'appuyer les électriciens et de faciliter leur insertion dans le Kouilou. La réunion avait été organisée par le GEC que dirige Honoré Moukolo Bambi, le président du bureau exécutif national du GEC, qui en précisant le contexte et les objectifs de la

création du GEC Kouilou a indiqué : « La tenue de cette assemblée générale constitutive marque une étape importante dans le processus de déploiement territorial du GEC, dont la mission principale est de fédérer les électriciens du Congo, de promouvoir la profession et de contribuer au dévelop-

pement durable du secteur énergétique et artisanal dans notre pays. Aujourd'hui, nous avons le devoir et la fierté de poser ensemble les bases du GEC départemental du Kouilou, qui constituera le cadre de concertation, de formation, d'entraide et de représentation de tous les électriciens du département ».

Il a également exprimé sa gratitude à tous les partenaires qui ont œuvré pour la réussite de l'activité à savoir les autorités locales pour leur appui institutionnel et leur disponibilité constante, les partenaires techniques et financiers pour leur accompagnement en faveur du renforcement du secteur de l'électricité et de l'artisanat congolais, et tous les membres du GEC pour leur engagement à promouvoir la compétence, la sécurité et la qualité dans nos métiers.

Au terme des travaux sanc-

tionnés par l'examen et l'adoption des nouveaux statuts du GEC suivi de l'examen et de l'adoption du règlement intérieur, les participants ont élu le bureau départemental de la GEC-Kouilou qui se présente comme suit : Président : Pambou Tchichelle Prince de Mani. Trésorier général : Bouity Edmond Koukel. Trésorier général adjoint : Mavoungou Berenger Camille. Secrétaire général : Kouandzi Loufouma Claude. Secrétaire général adjoint : Nganga Paulin Samedira « L'électricité est au cœur du développement moderne. En unissant nos forces au sein du GEC, nous bâtissons une communauté professionnelle solide, capable de relever les défis de la formation, de la normalisation et de la création d'emplois qualifiés dans notre pays », a conclu le président national du GEC.

Hervé Brice Mampouya



La photo de famille à la fin de l'activité du GEC/Adiac

VIE DES PARTIS

Le congrès fédéral du PCT a vécu

Débutés le 6 décembre, les travaux du congrès fédéral du Parti congolais du travail (PCT) du département de Pointe-Noire se sont achevés, le 7 décembre, sous le patronnage d'Anatole Collinet Makosso, chef de la délégation nationale.

Ouvrant les travaux de ces retrouvailles, Anatole Collinet Makosso a rappelé aux congressistes qu'être associé à cette grande réflexion requiert un vrai sens de responsabilité avant d'inviter les membres de son parti à se concentrer sur les enjeux présents et futurs ainsi qu'à réfléchir sur les défis de l'heure. « *Le congrès représente une occasion donnée aux militants de s'exprimer sur celui qui les représentera à l'élection présidentielle* », a-t-il rappelé.

Ainsi, les congressistes de la Fédération PCT Pointe-Noire ont fait des recommandations au 6^e congrès ordinaire à l'effet d'investir le président du comité central de ce parti à

l'élection présidentielle de mars 2026 et de réélire ce dernier comme président du comité central du PCT. Clôture des travaux de ce congrès, Anatole Collinet Makosso a expliqué que les fortes mobilisations des activités du parti, qui ont précédé la préparation du congrès à Pointe-Noire, constituent les indicateurs qui prouvent que le PCT a bien conquis l'espace politique, gagne du terrain et s'impose comme parti leader de ce département.

Quelques motions ont été lues au cours de ces travaux, notamment la



Tribune des travaux/Adiac

motion de soutien au président du comité central,

Denis Sassou N'Guesso, et la motion de félicitation

« Le congrès représente une occasion donnée aux militants de s'exprimer sur celui qui les représentera à l'élection présidentielle »

au comité central et au secrétaire général Pierre Moussa. Plus de 150 délégués de la fédération PCT Pointe-Noire prendront part au 6^e congrès prévu du 27 au 30 décembre à Brazzaville.

Séverin Ibara

La Fédération PCT-Europe clôture sa cotisation spéciale

Paris n'est pas en reste. La Fédération PCT (Parti congolais du travail) Europe présidée par Guy Anatole Elenga profite de la clôture de la cotisation spéciale allouée au 6^e congrès ordinaire du parti présidentiel pour lancer les deux comités de base déjà structurés

Ces résolutions ont été entérinées lors de la réunion extraordinaire du Secrétariat fédéral élargie à la commission de Contrôle et d'Evaluation tenue le 07 décembre à Paris ayant mis en place une commission technique pour examiner tous les aspects techniques de la clôture de la cotisation spéciale.

Il en ressort que le dimanche 14 décembre, soit la veille de la date de clôture officielle retenue par la coordination du comité préparatoire du 6^e congrès ordinaire du PCT, les membres de ce parti en France et en Europe sont invités à se mettre à jour de leurs cotisations, acte militant, une expression concrète de l'attachement du militant au parti et à ses idéaux. Près de 200



Séquence de la réunion Fédération PCT-Europe/DR

membres sont attendus à cette clôture.

Cette session fédérale est prévue également pour le lancement de deux comités de base, à savoir le comité PCT Île-de-France et celui du Nord-Ouest.

Les travaux du 6^e congrès ordinaire du PCT sont programmés du 27 au 30 décembre. Ils ont pour enjeu le renouvellement de ses instances dirigeantes et doivent désigner leur candidat à l'élection présidentielle de mars 2026. La participation des membres du PCT aux réunions des instances du parti est conditionnée par le paiement de leurs contributions ainsi que l'a rappelé, en septembre dernier, son secrétaire général Pierre Moussa.

Marie Alfred Ngoma

DIPLOMATIE

Denis Sassou N'Guesso renforce le dialogue avec son homologue libérien

En marge de la cérémonie de prestation de serment du président ivoirien, le chef de l'État congolais, Denis Sassou N'Guesso, a multiplié les rencontres bilatérales, notamment avec le président du Liberia, Joseph Boakai, et l'ancien président ghanéen, Nana Akufo-Addo. La coopération Sud-Sud, les crises africaines et la lutte contre le terrorisme ont dominé les discussions.

Lors de leur entretien en tête-à-tête, Denis Sassou N'Guesso et Joseph Boakai ont passé en revue l'état de la coopération entre le Congo et le Liberia, encore limitée à l'expression d'intentions. Ils ont convenu de la nécessité de bâtir une relation bilatérale solide, fondée sur des intérêts communs et inscrite dans une dynamique renforcée de coopération Sud-Sud.

Les deux chefs d'État ont également décidé d'organiser, dans les plus brefs délais, une réunion ministérielle conjointe destinée à mettre en place un cadre structuré de concertation et de coopération.

Ils ont par ailleurs exprimé leurs préoccupations face à la persistance des crises politiques sur le continent, appelant les acteurs concernés à privilégier le dialogue pour préserver la paix et la stabilité. Les deux dirigeants ont



La poignée de main entre Sassou N'Guesso et Boakai/DR

également fait part de leur profonde inquiétude quant à la montée du terrorisme, une menace grandissante pour la sécurité en Afrique comme dans le reste du monde. Ils ont insisté sur la nécessité d'une réponse collective et concertée face à ce fléau.

Peu après son entretien avec le président libérien, Denis Sassou N'Guesso a également échangé avec l'ancien président du Ghana, Nana Akufo-Addo. Les discussions ont porté sur la consolidation des liens d'amitié et de coopération entre leurs deux pays dans un contexte régional marqué par de nombreux défis sécuritaires et économiques. Le Congo et le Ghana entretiennent d'excellentes relations bilatérales depuis 1964 et partagent plusieurs intérêts communs, notamment dans le domaine de l'énergie, avec le projet de création de la Banque africaine de l'énergie.

Fiacre Kombo

Retour sur les activités de la Fondation SNPC au mois d'octobre

Alors que la Fondation SNPC récence son cycle d'activités annuelles, l'année 2025 se révèle déjà très active. Retour sur le soutien et l'engagement éducatif pour l'égalité des chances donnée aux élèves du département du Kouilou au mois d'octobre, mois de la rentrée scolaire sur toute l'étendue de la République du Congo.

Six journées au mois d'octobre ont permis aux représentants de la Fondation SNPC de se rendre dans différentes localités du département du Kouilou. Sur place, ils ont mené une vaste opération de soutien éducatif. L'objectif de celle-ci était de contribuer à l'amélioration des conditions de la scolarisation de 9 000 élèves répartis dans 35 établissements primaires et secondaires auxquels ont été distribués des kits scolaires complets comprenant notamment des cahiers et blocs-notes ; des stylos, crayons et fournitures essentielles ; du matériel géométrique et des sacs scolaires.

Tour à tour, la délégation s'est rendue le premier jour aux localités de Mboubissi Tangoufouana, la Loe-me et Siala ; le deuxième jour, Tchibanda, Tchitondi, Yanga, Mboukou, Tchingoli, Mongo Tandou et Tchikoulou, le troisième, Tchissoko, Ndebouano, Tchivoula et Hinda Poste, le quatrième, Mongo Tan-



dou, Tchingoli et Tchikoulou, le cinquième, Nkougou, Ntandou-Milomba, Nkondi-Mbaka et Mpondila, enfin, le sixième et dernier jour, Mengo A, Makola, Mengo b, Makola et Hinda. Dans chacune de ces localités, les représentants de la Fondation ont été

chaleureusement accueillis par les enseignants, les parents d'élèves et les responsables locaux. Ils ont exprimé leur satisfaction en confiant que l'arrivée des kits scolaires leur a créé un véritable soulagement. Car, ont-ils expliqué, pour de nombreuses fa-



Distribution kits scolaires par la Fondation SNPC aux élèves du département du Kouilou/DR

milles, l'achat de fournitures représente un défi financier considérable. Grâce à cette distribution, les élèves ont pu aborder l'année scolaire avec plus de confiance, tandis que les enseignants ont salué une action qui contribue à réduire les inégalités entre élèves.

Cette initiative s'inscrit dans la continuité des engagements de la Fondation SNPC, qui œuvre depuis plusieurs années pour favoriser l'accès à l'éducation et encourager la réussite scolaire dans les zones les plus vulnérables à travers toute la république du Congo.

Au fur et à mesure, la Fondation SNPC réaffirme ainsi son rôle d'acteur social majeur dans le pays, en plaçant l'éducation au cœur de ses priorités. Elle a inscrit à son programme d'autres actions à venir pour renforcer l'accompagnement des jeunes.

Marie Alfred Ngoma

Cette initiative s'inscrit dans la continuité des engagements de la Fondation SNPC, qui œuvre depuis plusieurs années pour favoriser l'accès à l'éducation et encourager la réussite scolaire dans les zones les plus vulnérables à travers toute la république du Congo.